**xxx**

La prochaine conférence de reconstitution des ressources du Partenariat Mondial pour l’Éducation (PME) est une occasion clé pour les gouvernements et les donateurs de s’engager à augmenter leur financement en faveur de l’éducation. Les pays en développement partenaires (DCP) doivent eux aussi s’engager à accroître la part de leur budget national et de leur PIB consacrée à l’éducation.

Au cours de la conférence de reconstitution des ressources de 2014, les DCP avaient fait preuve de leur ambition et avaient clairement pris la tête de l’initiative. Quelque 33 pays avaient promis des engagements à hauteur de 26 milliards de dollars, bien au-delà des attentes, et dix fois le montant annoncé par les pays donateurs. Pourtant, les dernières analyses de la Campagne Mondiale pour l'Éducation indiquent un retard dans la réalisation des promesses de dépenses de 2014 dans de nombreux pays, et un manque de clarté des progrès dans d’autres en raison de l’absence d’un processus d’engagement initial « crédible ».

Les pays en développement partenaires doivent s’engager avec vigueur, mais également de façon réaliste, crédible et traçable : ils doivent annoncer des engagements que les gouvernements ont réellement l’intention d’honorer pleinement et pour lesquels d’autres parties prenantes peuvent leur demander des comptes. Nous attendons des promesses :

* **Ambitieuses**. Les pays doivent présenter des engagements de dépenses permettant d’accroître la part du PIB et du budget national alloué aux dépenses d’éducation.
* **Claires**. Les chiffres doivent être clairement référencés par les gouvernements et être conformes aux documents nationaux de planification.
* **Officielles**. Les chiffres des engagements annoncés par les gouvernements doivent être officiels et avoir reçu l’approbation du gouvernement dans le cadre d’un processus de planification convenu.
* **Ouvertes et transparentes**. Surveillance de l’évolution des dépenses d'éducation par les parlementaires et le public et promotion de la responsabilisation doivent accompagner les engagements.
* **Finançables**. Les gouvernements doivent décrire d’où proviendront les ressources supplémentaires, le plus souvent d’une hausse des recettes fiscales.

|  |
| --- |
| La **Campagne Mondiale pour l’Éducation et ses membres** appellent les gouvernements et la communauté internationale à offrir une éducation gratuite, inclusive et de qualité :   * Les **pays en développement** doivent élargir leur base d’imposition (à au moins 20 % du PIB) et augmenter la part des dépenses d’éducation (à au moins 20 % du budget) pour atteindre progressivement 6 % du PIB consacrés à l’éducation ; et s’assurer que les ressources sont contrôlées de près et qu’elles contribuent à améliorer l’efficacité, l’efficience et l’équité des systèmes éducatifs publics. * Les **donateurs bilatéraux** doivent augmenter l’aide (pour atteindre la cible mondiale de 0,7 %), s’engager à réserver au moins 30 % de leur aide à l’éducation à des initiatives multilatérales et apporter leur appui aux pays et aux populations qui en ont le plus besoin. |

**Les dépenses d’éducation du xxx**

|  |  |
| --- | --- |
| **L’engagement en 2014 [[1]](#footnote-1)** | **Les dépenses actuelles pour l’éducation** |
| xxxx | xxx |

**À quoi devrait ressembler l’engagement de 2018 ?**

Le gouvernement du XXX devrait :

* définir une base de référence claire en donnant des précisions et des références sur les chiffres utilisés pour les engagements en faveur du PME ;
* s’engager à allouer ou à continuer d’allouer au moins 20 % du budget et 6 % du PIB à l’éducation.

[RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES À REMPLIR PAR LA COALITION]

**Comment financer l’engagement par les recettes fiscales ?**

Des ressources nationales pour financer ces dépenses d'éducation supplémentaires peuvent être trouvées. Les DCP doivent élargir leurs bases imposables de façon progressive pour veiller à ce qu’ils atteignent au moins 20 % de leur PIB en recettes fiscales. Les Nations Unies ont noté que les pays en voie de développement devaient respecter ces 20 % pour respecter l’offre de services de base.[[2]](#footnote-2)

Le gouvernement a collecté xx du PIB en recettes fiscales en 2015. Le gouvernement devrait se donner pour objectif de financer au moins 20 % de son PIB par les recettes fiscales, et fixer une date pour y parvenir.

Les pays peuvent élargir leurs bases imposables de différentes façons. Ils peuvent par exemple:

* Augmenter l'efficacité de leurs administrations fiscales
* Abolir les incitations fiscales nocives accordées aux entreprises
* Réduire/éliminer l'évitement fiscal et l'évasion fiscale par les multinationales
* Formaliser au moins certaines parties du secteur informel pour veiller à ce que ceux qui doivent payer des impôts les paient bien.

1. http://www.globalpartnership.org/content/pledge-report-gpe-replenishment-conference-june-2014 [↑](#footnote-ref-1)
2. Le PNUD a estimé les exigences minimales pour atteindre les OMD. Ce chiffre a également été utilisé par le Rapport mondial de l'éducation de l'UNESCO comme une estimation des niveaux minimums requis pour intensifier l'éducation de qualité - avec une hiérarchisation effective de l'éducation pour aller de pair avec une mobilisation accrue des recettes intérieures. Il n'existe pas de chiffre plus précis et à jour pour atteindre les ODD, mais il est probable que cela devrait être beaucoup plus élevé. [↑](#footnote-ref-2)